

Nous dénonçons sans relâche le colonialisme sioniste et le génocide qu'il organise

Les sionistes continuent les assassinats et arrestations arbitraires

Deux journalistes assassinés

HossamShabat correspondant d'Al-Jazira, et Mohammad Mansour reporter pour la chaîne de télévision Palestine Today, ont été tués lundi 24 mars après-midi dans des bombardements israéliens distincts dans la bande de Gaza.

Mohammad Mansour a été tué dans le bombardement par Israël d'une maison, près de Khan Younés dans le sud de l'enclave. HossamShabat avait annoncé la mort de son collègue avant d'être lui-même tué.

La voiture d'HossamShabat a été visée par un drone à Beit Lahia (nord de la Bande de Gaza). Elle portait l'estampille TV et le logo de la chaîne, et a été touchée à l'arrière, le corps du journaliste a été retrouvé allongé sur le sol à proximité.

Le Syndicat des journalistes palestiniens « *condamne avec la plus grande fermeté le crime odieux perpétré par l'occupation israélienne* » contre ces journalistes « *par un ciblage direct* ». « *Ce crime de guerre atroce vise à étouffer la vérité et à terroriser tous ceux qui portent le message de la liberté d'expression* », poursuit le communiqué du syndicat.

Le 15 mars, quatre journalistes avaient été tués dans une frappe israélienne à Beit Lahia où ils travaillaient ce jour-là pour une organisation caritative. Depuis le 7 octobre 2023, plus de 206 journalistes et travailleurs des media ont été tués dans la bande de Gaza. Malgré de plus en plus de libération de la parole génocidaire des sionistes, l'État colonial ne veut pas que le monde voie et s'en prend systématiquement aux journalistes pour empêcher les visions du « génocide en direct ».

Dans un dernier message qu'il avait écrit au cas où il serait tué (il avait été ciblé par l'armée d'occupation coloniale), HossamShabat dit notamment : « *Si vous lisez ceci, ça veut dire que j'ai été tué, probablement ciblé, par les forces d'occupation israéliennes. Quand tout ça a commencé, j'avais seulement 21 ans, un étudiant avec des rêves comme tout le monde. Pendant les 18 derniers mois, j'ai dédié chaque instant de ma vie à mon peuple. J'ai documenté les horreurs du nord de Gaza minute par minute, déterminé à montrer au monde la vérité qu'ils essayaient d'enterrer. J'ai dormi sur les trottoirs, dans les écoles, sous des tentes, partout où je pouvais. Chaque jour était une bataille pour survivre. J'ai enduré la faim pendant des mois, mais je n'ai jamais quitté mon peuple.* ».

Le Parti Révolutionnaire Communistes salue la mémoire d'Hossam, de Mohammad et de tous les autres journalistes palestiniens morts pour avoir voulu exercer leur métier quand tant de parasites des plateaux TV de l'Occident les ignorent ou leur crachent au visage sans jamais être autre chose que des relais de la propagande sioniste en particulier et de l'idéologie dominante en général.

Un cinéaste lynché

Son tabassage et son enlèvement sont semblables à ceux dont ont été victimes nombre de Palestiniens. Mais la symbolique derrière la disparition du cinéaste Hamdan Ballal, [coréalisateur](#) du documentaire *No Other Land*, en fait l'un des nouveaux symboles de la [répression instituée par l'armée israélienne contre les civils palestiniens](#). Deux d'entre eux, en compagnie du réalisateur ont subi le même sort au même moment. Lundi 24 mars, un groupe de colons a attaqué la maison de Hamdan Ballal. Les assaillants étaient armés de bâtons, de couteaux, mais aussi d'un fusil d'assaut. Cinq activistes américains présents sur place sont parvenus à rejoindre leur véhicule, dont l'ensemble des vitres [ont été brisées par des jets de pierre](#). Hamdan Ballal a été roué de coups et, alors qu'il était blessé et ensanglanté, des soldats sont entrés dans l'ambulance qu'il avait appelée et l'ont arrêté. « *Hamdan a passé la nuit, menotté et les yeux bandés dans une base militaire (israélienne), tandis que deux soldats le rouaient*

de coups, le laissant à terre », a déclaré son avocate, Leah Tsemel, après s'être entretenue avec lui. Il a ensuite été détenu au commissariat de KiryatArba, une colonie israélienne. Mardi 25 mars, l'autre coréalisateur du film, Yuval Abraham a annoncé sa libération. Les images permettent de constater qu'il est pris en charge par une unité de soins.

Pourquoi a-t-il été ainsi ciblé, tant par les colons fascistes que par l'armée coloniale ? Simplement parce que le film *No Other Land* restitue le réel des exactions de l'armée d'occupation et des colons dans le village de MassaferYatta, en Cisjordanie et de la résistance acharnée des Palestiniens reconstruisant la nuit les maisons détruites le jour par les bulldozers coloniaux. Le film, qui a reçu un Oscar le 2 mars est une gifle pour les sionistes et leur récit. Encore une fois, montrer la vérité d'une manière ou d'une autre est un affront pour les colonialistes sionistes car cela contribue à éclairer sur ce qu'ils sont et ce qu'ils font. *No Other Land* a contribué à la mise au ban des nations de l'entité sioniste, et de leur point de vue, ce n'est pas pardonnable.

La répression et le silence se poursuivent aux USA

Mahmoud Khalil, né en Syrie de parents réfugiés palestiniens diplômé de l'école de relations internationales de Columbia a été l'un des porte-parole du mouvement du printemps dernier, qui avait fait de l'université de Columbia l'épicentre de la vague de campements pro-Gaza.

Résident permanent légal aux États-Unis, embarqué dans une voiture banalisée dans la soirée du samedi 8 mars par des agents en civil sans mandat d'arrêt. Ceux-ci ont indiqué que son visa étudiant avait été révoqué, mais quand on leur a fait remarquer qu'il avait une carte verte, synonyme de résidence permanente sur le sol américain, ils ont dit que c'est ce document qui avait été annulé, comme s'ils n'étaient pas au courant du statut de leur cible. Bien que Mahmoud Khalil n'ait été inculpé d'aucun crime, il a été transféré dans une prison de Louisiane, loin de ses avocats et de son épouse américaine, restés près de deux jours sans nouvelles de lui. Venu de Syrie, sous le coup d'une procédure d'expulsion du territoire alors que sa *green card* devait le protéger contre une telle éventualité.

Son arrestation a provoqué une onde de choc chez les défenseurs des libertés publiques et les partisans de la cause palestinienne, et motivé des manifestations devant le campus.

L'arrestation a été suivie de mesure de rétorsion contre d'autres étudiants de Columbia. Des sanctions ont été prises à l'encontre de plusieurs étudiants contestataires, allant de la suspension pluriannuelle à la révocation temporaire de diplômes, en passant par l'expulsion. Ces sanctions extrêmement sévères ont suivi de près l'arrestation de Mahmoud Khalil. Elles résultent d'une décision du Conseil judiciaire de l'université de Columbia qui a rendu ses conclusions le 13 mars 2025, soit cinq jours après l'arrestation.

La nouvelle administration US a coupé les vivres à l'université en supprimant 400 millions de dollars de fonds fédéraux. Pour pouvoir négocier la direction de Columbia doit montrer patte blanche. Outre ces sanctions, le préalable exigé par le gouvernement, figurant dans une longue lettre publiée par le New York Times. La direction de l'université est sommée notamment

— d'«abolir le Conseil judiciaire de l'université, centraliser toutes les procédures disciplinaires au sein du Bureau du Président, lequel doit être habilité à suspendre ou à expulser des étudiants avec une procédure d'appel.» ;

— de « promulguer une définition de l'antisémitisme » ;

— de « s'assurer que le service de la sécurité de Columbia dispose de tous les pouvoirs en matière d'application de la loi, y compris l'arrestation et l'expulsion des agitateurs qui favorisent un environnement de travail ou d'étude dangereux ou hostile, ou qui interfèrent avec le fonctionnement de l'université » ;

— et enfin de « mettre sous séquestre académique le département MESAAS (Études du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud et de l'Afrique) pour une durée minimale de cinq ans et de fournir un plan complet de réforme des admissions, avec des dates précises, qui doit comprendre une stratégie visant à réformer les pratiques d'admission dans le premier cycle, à l'international et pour les cycles gradués pour se conformer à la loi et à la politique fédérales ».

La présidente de l'université a beau affirmer que Columbia gardera ses « valeurs », n'importe quel observateur comprend bien qu'il s'agit d'une mise sous tutelle et de l'organisation de l'interdiction de penser, parler et agir à l'encontre de la doxa du Grand Capital US, en particulier en ce qui concerne la Palestine et la colonisation.

Un article de Gideon Levy

L'éditorialiste de Haaretz a écrit le 21 mars un article courageux et puissant interpellant les *media* de son pays. Nous en citons de larges extraits.

« À la liste des crimes, il faut désormais ajouter, plus que jamais, ceux des médias israéliens. Israël viole sciemment et malicieusement un accord international signé et lance une attaque sauvage et effrénée contre la bande de Gaza. Dans son premier mouvement, Israël a tué plus de 400 Palestiniens, dont 174 enfants. Israël

reconnaît que cette fois-ci, les cibles ne sont pas des terroristes mais des civils, ce qui constitue un crime de guerre explicite. Il tue pour tuer, dans le but de relancer la guerre et de préserver la coalition du Premier ministre Benjamin Netanyahu, bien après que le quota de vengeance et de punition pour l'attaque du 7 octobre 2023 ait été atteint. Rien de tout cela ne sera couvert par les média israéliens. [...] Des amputés dans des fauteuils roulants de fortune se traînent dans le sable, tandis que des personnes âgées sont allongées sur des capots de voiture. Les familles qui ont perdu des êtres chers lors des premiers combats perdent maintenant ceux qui restent. La terreur des bombardements et la peur de la mort pèsent sur tous. Rien de tout cela n'est apparu dans l'essentiel de la couverture médiatique israélienne de ces deux derniers jours. Seuls les otages et les dangers auxquels ils sont confrontés à Gaza ont été évoqués. L'inquiétude à leur égard est compréhensible et justifiée, mais plus de deux millions d'autres personnes vivent à Gaza. Qu'en est-il de ces personnes ? Leur vie est-elle sacrificable simplement parce qu'ils ne sont pas israéliens ? Sont-ils tous des terroristes, même les enfants à naître des femmes enceintes qui fuient pour sauver leur vie ? Leurs souffrances ne devraient-elles pas être rapportées ? Leur sort ne devrait-il pas être connu ? ».

Mais le plus percutant et le plus réaliste, dans l'article, est le passage avant la fin où Gideon Levy évoque non plus seulement les *media*, mais l'ensemble de la société israélienne.

« Si les média israéliens avaient rempli leur rôle fondamental et montré la réalité de Gaza au cours des deux derniers jours, il est peu probable que le ciel soit tombé ou que les opinions aient changé. L'enfant palestinien – l'orphelin, l'amputé – n'est pas encore né pour toucher le cœur du courant dominant israélien, qui trouve une justification et une légitimité à chaque injustice.

De nombreux Israéliens pensent que Gaza mérite tout cela, que personne n'y est vraiment innocent, que les Gazaouis sont responsables de leur propre sort. Mais le privilège de détourner le regard – et surtout de refuser de montrer – ne peut plus être toléré. Vous avez tué, vous avez détruit, vous avez expulsé, vous avez rasé, au moins montrez-le. D'où vient cette audace de dissimuler ? De ce refus effronté de regarder ? ».

Il termine par un appel poignant qui en dit long sur l'état de la société sioniste.

« Allez-y, célébrez devant chaque orphelin gazaoui traumatisé, réjouissez-vous devant chaque maison détruite, riez devant chaque père embrassant le corps de son fils mort, réjouissez-vous devant chaque amputé en fauteuil roulant, chantez vos chants de victoire. Mais au moins, montrez – et voyez – ce que nous avons fait. Montrez ce que nous continuons à leur faire subir. ».

Nous recevons une image complètement réelle des dégâts causés par l'idéologie sioniste au sein même de la société qu'elle a bâtie et formatée.

En conclusion

Le texte de Gideon Levy nous confirme que le problème fondamental, la source-même du conflit colonial, de la guerre de libération nationale, c'est bien le sionisme. Toutes les focalisations sur « Netanyahu d'extrême droite » sont autant d'erreurs ou de détournements du réel. La volonté d'éradication du peuple palestinien n'est pas seulement celle de Netanyahu, mais bien de l'ensemble des sionistes, depuis le projet fondateur.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant. L'existence d'un État colonial empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement et activement dans le camp des colonisateurs.

Il faut un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique.

Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.